

LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

**Allocution prononcée par David Dodge
gouverneur de la Banque du Canada
à la Conférence des statisticiens européens
Genève, Suisse
(par vidéoconférence)
le 11 juin 2003**

Tout commence avec les données

C'est avec grand plaisir que je m'adresse à vous aujourd'hui, même si je regrette de ne pouvoir être présent en personne. Mais grâce à la technologie, c'est tout comme si j'étais parmi vous.

D'abord, permettez-moi de rendre hommage aux statisticiens en chef réunis à cette conférence, ainsi qu'à tous les statisticiens du monde. Vous êtes les héros méconnus qui travaillez dans l'ombre des banquiers centraux et des autres décideurs. Constamment aux prises avec des contraintes de temps, de budget et de ressources, vous vous employez à apaiser notre soif insatiable de données. Pour notre part, en tant qu'utilisateurs de ces données, nous avons tendance à nous concentrer sur les façons de les améliorer plutôt qu'à reconnaître la valeur des services que nous recevons déjà.

Je peux néanmoins affirmer que les banquiers centraux tiennent les statisticiens en haute estime pour l'étendue et la qualité des informations qu'ils leur procurent. Les données que vous produisez avec le plus grand soin sont le fondement des recherches et des analyses qui nous permettent de formuler la politique monétaire et de comprendre les tendances des systèmes et des marchés financiers. Vraiment, tout commence avec les données!

Les efforts que vous déployez pour assurer l'exactitude, l'intégrité, la pertinence, l'actualité et la comparabilité internationale des statistiques jouent un rôle vital dans notre processus décisionnel.

Cela dit, je ne vous cache pas que j'entends profiter de cette occasion pour vous présenter de nouvelles requêtes, au nom de toute la communauté des banques centrales! Mais je compte bien vous aider aussi, en vous donnant un aperçu de nos priorités et en vous exposant quelques principes généraux qui guideront vos efforts.

Mais qu'est-ce qui nous pousse à exiger toujours plus de vous?

Les besoins en statistiques des banquiers centraux

Nos besoins en statistiques dépendent essentiellement de ce que nous sommes censés accomplir en vertu de notre mandat.

L'objectif premier de la plupart des banques centrales, aujourd'hui, est de conduire la politique monétaire de manière à atteindre et à maintenir la stabilité des prix. C'est en gardant l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible que nous nous employons à parvenir à notre but ultime, à savoir une croissance économique forte et durable.

Outre la stabilité des prix, les banques centrales ont le mandat de promouvoir la fiabilité, la solidité et l'efficacité de nos systèmes financiers nationaux.

Certaines sont aussi chargées de réglementer les institutions financières.

Il faut préciser qu'en nous acquittant de ces responsabilités, nous recueillons et produisons nous-mêmes de grandes quantités d'informations statistiques. Les données sont un bien public. Nous devons collaborer avec vous afin de les rendre accessibles aux chercheurs et au public sous une forme pratique. Pour notre part, nous pourrions mettre davantage à votre disposition les données que nous rassemblons, pour ainsi tirer le maximum des ressources nationales limitées qui sont consacrées à l'établissement de statistiques. Les banques centrales qui s'occupent de réglementation, en particulier, génèrent une somme considérable de données qui pourraient être mises en commun. Mais pour ce faire, il faudrait compter sur un cadre juridique solide qui permette l'échange d'informations.

Voyons maintenant ce que nous attendons de nos statisticiens. À cet égard, je me concentrerai sur les deux fonctions de banque centrale que je viens de mentionner, à savoir la poursuite de la stabilité des prix et la promotion de la stabilité du système financier.

Dans un cas comme dans l'autre, les objectifs demeurent les mêmes. Mais nos économies se transforment continuellement et sont toujours plus interdépendantes, sous l'effet de la mondialisation et du volume élevé et sans cesse croissant des échanges commerciaux et des flux de capitaux.

En tant que décideurs, il est extrêmement important que nous comprenions de quelle façon et dans quelle mesure ces forces sont susceptibles d'influer sur la réalisation de nos objectifs, afin de pouvoir ajuster nos politiques en conséquence.

Repérer les facteurs qui menacent de faire obstacle à l'atteinte de nos buts et déterminer les meilleurs moyens de réagir aux changements n'est pas une mince affaire. Mais trouver des façons de mesurer les effets des changements qui surviennent dans nos économies et nos systèmes financiers n'est pas une tâche moins importante, ni moins ardue. Pour cela, naturellement, nous nous tournons vers vous!

Quels sont les grandes tendances et les grands défis auxquels doivent faire face les banques centrales chargées d'assurer la stabilité des prix, d'une part, et la stabilité du système financier, d'autre part? Et quelles sont les implications de ces défis en ce qui a trait à nos besoins en statistiques?

Je vous parlerai d'abord des tendances et des défis qui se rapportent à la maîtrise de l'inflation.

Les besoins en données et la stabilité des prix

La politique monétaire vise à faire tourner l'économie près des limites de sa capacité pour ainsi maximiser la production, l'emploi et les revenus à long terme, tout en maintenant l'inflation à un bas niveau. Lorsque nous fixons notre taux directeur, nous cherchons toujours à évaluer l'ampleur des pressions — actuelles et futures — que la demande exerce sur la capacité de production (ou offre globale). Nous tentons ensuite de déterminer quelles interventions sont requises pour maintenir ou rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande au sein de l'économie, et ainsi contenir l'inflation.

Vous vous en doutez bien, l'éventail des statistiques que nous devons étudier, pour parvenir à une décision, est assez large. Mais pour ceux d'entre nous, en particulier, qui poursuivent des cibles explicites de maîtrise de l'inflation, les indicateurs les plus importants — mis à part les indices des prix — sont ceux de la production, de la productivité et de la capacité de production. Notre aptitude à évaluer le potentiel de production de l'économie ainsi que l'équilibre entre l'offre et la demande dépend directement de ces mesures.

Ces considérations générales servent en quelque sorte de préambule au message que je veux maintenant vous livrer à propos des tendances et des défis en matière de stabilité des prix et des besoins en statistiques connexes. Mes commentaires à ce sujet feront généralement référence aux mesures des prix et de la productivité. (C'est inévitable lorsque l'on discute avec des banquiers centraux!)

Importance accrue des services

Une caractéristique importante de toutes les grandes économies, aujourd'hui, est la part croissante de l'activité qui est attribuable au secteur des services. La production du tertiaire, toutefois, est moins tangible que celle des secteurs traditionnels des biens. D'ailleurs, dans certaines branches comme les services bancaires, on ne s'entend même pas sur la définition exacte de « production ». Et dans nombre de pays, certains services tels que les soins de santé ne sont pas fournis sur le marché, ce qui complique encore les mesures. Et comme si ce n'était pas assez, nous devons maintenant composer avec la notion de services « virtuels », c'est-à-dire les logiciels, la musique, les films et les données qu'il est possible de télécharger dans Internet. Je n'ai pas à vous convaincre des difficultés que pose la mesure de la production, des prix et de la productivité dans le secteur des services, ni du caractère approximatif de certains des chiffres qu'on obtient.

Nos économies étant davantage axées sur les services, il devient de plus en plus nécessaire de pouvoir compter sur des mesures améliorées de la production et des prix. Si vous êtes tenus, comme statisticiens, de répartir des ressources limitées en fonction des priorités, vous devriez, selon moi, accorder plus d'attention à cette question que par le passé. Autrement dit, si vous devez choisir de concentrer de nouvelles ressources sur les biens de consommation ou les services — aux fins d'une correction des effets des variations de la qualité, par exemple —, vous devriez retenir les services.

De meilleures mesures de la production et des prix des services nous permettraient de mieux être au fait des grandes tendances touchant la production et les prix en général, et donc nous aideraient à évaluer les conditions économiques dans leur ensemble. Elles nous seraient utiles, également, pour repérer d'autres courants ou changements structurels qui se dessinent dans l'économie. De nos jours, par exemple, l'évaluation des gains de productivité découlant de l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) constitue un enjeu important. La connaissance des effets des TIC nous aiderait à prévoir la croissance future du potentiel de production de l'économie. Afin d'estimer la contribution des TIC à la productivité globale, on peut notamment vérifier si les gains de productivité ont été particulièrement élevés dans les secteurs qui font un usage intensif de ces technologies. Nous savons que les services sont au nombre de ces secteurs. Mais si nous n'appliquons pas les bons dégonfleurs de prix aux services, nous n'obtiendrons jamais des mesures fiables de la progression de la productivité ni de l'incidence des TIC dans ce secteur. Et, par conséquent, il sera plus difficile de juger de l'apport des TIC à l'augmentation de la productivité totale et de la capacité de production.

Risque et assurance

La fréquence accrue de grands événements imprévisibles (conflits, nouvelles maladies et catastrophes naturelles) fait en sorte que les risques sont plus élevés dans le monde d'aujourd'hui, ou à tout le moins nous apparaissent-ils comme tels.

Dans un pareil environnement, les services d'assurance et les instruments de couverture occupent une place plus importante. Non seulement l'assurance a gagné une dimension plus internationale, mais elle a subi des changements structurels profonds.

De plus, les primes d'assurance des particuliers comme des entreprises ont sensiblement augmenté partout dans le monde, en raison surtout de la progression marquée des indemnités payées. Au Canada, dernièrement, cette montée des primes s'est répercutée fortement sur les chiffres de l'inflation. Un phénomène semblable a été observé au Royaume-Uni et en Australie.

C'est pour ces raisons que j'aborde le cas de l'assurance séparément des autres services. Le défi, ici, consiste à mesurer quelque chose qui, espère-t-on, ne se produira jamais. Il faudra consacrer plus de ressources en statistiques à cette question. Nous devons concevoir des moyens d'estimer la valeur économique de l'assurance et de

mesurer adéquatement le prix de ce service. Qui plus est, les banquiers centraux doivent tenir compte des effets, sur l'activité économique et le potentiel de production, de la hausse des risques et des coûts accrus qui sont associés à l'atténuation de ces risques. D'autre part, dans la perspective de la stabilité du système financier, nous devons aussi veiller à ce que ceux qui gèrent le risque en fixent correctement le prix et soient en mesure de le supporter.

Passons maintenant à l'autre point important au regard de l'objectif de la stabilité des prix.

Incidence de l'accroissement des flux commerciaux et des activités des multinationales

Dans le « village planétaire » d'aujourd'hui, la façon dont certaines activités économiques sont menées subit des changements si rapides qu'il est difficile d'en suivre le rythme. Dans bien des cas, ce n'est pas tant la nature de la transaction qui pose problème, sur le plan de la mesure, que l'endroit où elle a lieu et son prix.

L'exemple du commerce international est particulièrement éclairant. Grâce à la libéralisation des échanges et à la chute des coûts du transport et des communications, la part de l'activité attribuable au commerce international — et notamment aux services — a augmenté dans la plupart des économies. Les multinationales ont pris de l'expansion, et les fusions se sont multipliées. Résultat, les frontières nationales tendent à s'estomper, et les échanges intra-entreprise sont beaucoup plus importants qu'avant.

Aussi bénéfique soit-il pour bien des gens à travers le monde, cet essor du commerce international n'est pas sans causer des problèmes aux décideurs publics comme aux statisticiens. Pour vous, la conséquence directe de ce phénomène est la difficulté accrue de recueillir des informations et de mesurer avec précision l'activité économique, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières nationales.

Ces enjeux ne sont pas forcément nouveaux, pas plus que les questions relatives aux services dont j'ai parlé tout à l'heure. Mais à mesure que les échanges de services et les activités des multinationales gagnent en importance, ces enjeux suscitent une plus grande attention, et le besoin d'une information de meilleure qualité se fait plus pressant.

Quels sont les principaux besoins en statistiques en ce qui a trait au commerce et aux multinationales?

Premièrement, il est clair que nous devons disposer de meilleures données sur le commerce intra-entreprise et les échanges de services afin d'établir des statistiques plus fiables sur le niveau global des échanges commerciaux. Deuxièmement, les banquiers centraux vous diront toujours qu'ils tiennent tout particulièrement à avoir des données améliorées sur les prix exprimés en différentes devises. C'est que nous devons évaluer les effets économiques qui se produisent lorsque les variations du taux de change se

répercutent ou non sur les prix intérieurs (quelles marges bénéficiaires sont rétrécies, par exemple).

Les répercussions des mouvements du taux de change semblent avoir été moins prononcées dernièrement que dans les années 1970 et 1980, périodes où l'inflation était élevée. Peut-être les entreprises sont-elles de plus en plus enclines à fixer les prix en fonction de la capacité de payer des marchés locaux. L'analyse exhaustive de l'incidence des variations du taux de change est compliquée par le fait que les agences statistiques nationales recourent souvent à une approche mécanique pour convertir en monnaie nationale les prix exprimés en monnaie étrangère, plutôt que de recueillir les prix effectifs à l'importation.

La question des prix de transfert dans les multinationales ajoute une autre dimension au problème. Je sais qu'il est pratiquement impossible d'obtenir de bonnes informations sur ces prix. Mais l'accès à de meilleures données sur le commerce intra-entreprise et une collaboration plus étroite avec les multinationales pourraient nous aider à obtenir des mesures plus fiables des prix à l'importation.

Prix de l'immobilier

Depuis quelques années, les fluctuations des marchés des actifs sont devenues un phénomène plus courant au sein des économies modernes. Les biens immobiliers étant de loin la principale catégorie d'actifs dans le monde, il n'est pas étonnant que les variations du marché de l'immobilier suscitent une grande attention. Les prix des logements, en particulier, ont affiché de rapides augmentations dans beaucoup de pays, faisant craindre que le marché ne finisse par subir une forte correction.

Quand on sait que les investissements dans l'habitation représentent une part appréciable de la dépense des ménages, et que le logement constitue la plus grande richesse de la plupart des gens, il est surprenant de constater que de nombreux pays ne disposent pas de données complètes et corrigées des différences de qualité sur les prix des maisons et les loyers. Lors de sa récente enquête sur les marchés immobiliers dans le monde, la revue *The Economist* précisait que « les agences statistiques officielles collectent généralement plus d'informations sur les prix des chaussures ou du béton que sur ceux des logements, même si ces derniers sont nettement plus importants ».

Il est nécessaire de poursuivre les travaux limités qui ont eu cours à l'échelle mondiale en vue d'élaborer des indices uniformes des prix des logements et des loyers. Je trouve d'ailleurs encourageant que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque des Règlements Internationaux (BRI) aient décidé de tenir un colloque conjoint d'experts, à l'automne, pour accroître les données disponibles dans ce domaine.

Vu le nombre de fois où des booms immobiliers ont déclenché des crises bancaires dans le monde, cette question revêt évidemment aussi une grande importance dans l'optique de la stabilité financière. C'est de ce sujet que j'aimerais vous parler maintenant.

Défis liés à la stabilité du système financier

La libéralisation des marchés financiers a donné lieu à un essor phénoménal de l'activité financière mondiale ces dernières années, ainsi qu'à une intégration accrue de ces marchés. La demande de services financiers s'est également amplifiée sous l'effet de l'expansion des activités des entreprises transnationales. De plus, dans de nombreux pays, on a assisté à une fusion des segments traditionnels du secteur financier et à une prolifération des produits financiers, notamment des produits dérivés et des instruments hybrides.

Malheureusement, en raison de la mondialisation et de la complexité grandissante des marchés financiers, les perturbations qui surviennent tendent à se répercuter dans le monde entier. L'inquiétude suscitée par ces effets de contagion a amené les autorités à vouloir renforcer les capacités d'analyse de nombreuses banques centrales dans le domaine de la stabilité financière. Les banques centrales et les investisseurs exigent aujourd'hui des données améliorées et plus abondantes sur le comportement financier des entreprises financières ou industrielles. Au sortir de la crise asiatique de 1997-1998, qui a mis en lumière le manque de transparence et de surveillance des systèmes financiers dans plusieurs pays, les autorités nationales — y compris les banques centrales — ont investi davantage dans l'étude des rouages du système financier et dans la diffusion publique des résultats de ces recherches.

Les diverses agences participant à l'élaboration de normes et de codes relatifs au système financier ont pour mission de veiller à la sécurité, à la fiabilité et à l'efficacité de celui-ci. Aucune économie ne peut fonctionner adéquatement si elle n'est pas soutenue par un système financier robuste et efficace et par des institutions financières solides et capables de bien canaliser l'épargne et les investissements.

De par leur rôle même, les banques centrales envisagent la stabilité financière dans une perspective systémique. Ainsi, nous nous concentrons sur la nature et sur les causes des faiblesses qui risquent d'avoir des répercussions sur l'ensemble du système. Après tout, nous sommes payés pour nous inquiéter de telles choses! Une fois ces faiblesses détectées, nous nous employons à les prévenir ou à les contenir de concert avec les autres organismes ayant un rôle normatif.

Outre les indices des prix de l'immobilier dont j'ai parlé précédemment, il y a au moins un autre domaine où vous pouvez nous aider à atteindre nos buts en matière de stabilité financière.

Pour mieux comprendre les comportements financiers et les risques qu'ils peuvent engendrer pour le système financier dans son ensemble, nous devons mettre en relation les données sur les marchés financiers (nouvelles émissions d'actions et d'obligations, établissement du cours des actions et des obligations sur le marché secondaire, etc.) avec les caractéristiques de l'industrie ou du secteur concerné et avec l'activité économique. Pour nous, cela représente une tâche plutôt longue et complexe. C'est ici que vous

pouvez nous simplifier la tâche : en commençant à rattacher les données financières aux entreprises visées d'une manière plus transparente, plus systématique et plus constante. Le plus souvent, il s'agirait de firmes auxquelles vous avez déjà assigné un code de classification industrielle, et pour lesquelles vous disposez d'autres renseignements pertinents (p. ex., caractéristiques et résultats de sondages sur leurs activités économiques). La possibilité de recouper données économiques et données financières nous permettrait d'étudier de façon plus scientifique les enjeux liés à la vulnérabilité du système financier dans son ensemble. Il existe évidemment des problèmes associés à la confidentialité des renseignements, en particulier dans ce domaine, auxquels il faudra trouver des solutions.

Par ailleurs, il serait utile que les banques centrales et les agences statistiques nationales définissent ensemble leurs besoins et mettent en commun leur expertise en matière de statistiques financières. Au Canada, l'établissement de tels groupes consultatifs a donné de bons résultats dans un certain nombre de champs d'activité.

Les membres de ces groupes peuvent aussi échanger des points de vue à propos des initiatives internationales relatives aux données sur le système financier. Comme vous le savez, quelques projets sont en cours en vue d'améliorer ces données à différents égards. Par exemple, le FMI pilote un projet visant à établir des indicateurs nationaux de solidité financière. La BRI envisage de publier des informations sur le risque ultime. Quant aux membres du Forum sur la stabilité financière (FSF), ils surveillent l'exhaustivité et l'uniformité des normes et des codes financiers internationaux.

J'arrive maintenant à la dernière partie de mon exposé. Je laisserai de côté la question de nos besoins précis en données et vous parlerai plutôt des principes généraux qui, selon moi, peuvent orienter vos efforts ainsi que l'établissement des priorités en matière de statistiques dans l'avenir.

Ne pas laisser le mieux devenir l'ennemi du bien

Les banquiers centraux doivent prendre des décisions sur-le-champ, et souvent dans des conditions difficiles. C'est pourquoi nous devons avoir accès aux meilleures informations *disponibles*.

Certes, il est important que les données sur lesquelles nous fondons nos décisions soient de grande qualité. Mais notre quête d'excellence ne doit pas pour autant empêcher la publication d'informations potentiellement utiles. Autrement dit, nous ne devons jamais laisser le mieux devenir l'ennemi du bien.

Mon conseil est le suivant : si vous avez des données imparfaites, ne les laissez pas dormir dans vos tiroirs. Mieux vaut les publier, en les accompagnant d'un avis concernant leur degré de qualité et leurs limites. Souvenez-vous que les décideurs ont l'habitude de prendre des décisions dans des conditions incertaines, qui sont loin d'être idéales. Nous préférons encore avoir des données imparfaites que ne pas en recevoir du tout.

La comparabilité des données

La comparabilité des données — voilà une grande question! Les économies et les systèmes financiers nationaux étant de plus en plus intégrés, les banques centrales nationales doivent recourir davantage aux informations et aux concepts d'institutions étrangères pour interpréter les tendances et comprendre ce qui se passe dans leurs propres économies. Mais pour que cela soit possible, les agences statistiques doivent collecter et agréger des données qui soient comparables.

La comparabilité est aussi très importante du fait que nous nous servons des variations entre pays pour établir et évaluer des hypothèses quant aux politiques qui sont efficaces et celles qui ne le sont pas. Mais si les données ne sont pas réellement comparables, nous sommes privés de précieuses indications concernant les différences entre pays, indications qui entrent en ligne de compte dans notre processus décisionnel. Du même coup, nous perdons un moyen fort utile de comparer nos résultats à ceux des autres pays.

À titre d'exemple, j'aimerais revenir sur les mesures de la productivité. Comme vous l'aurez sans doute compris, cette question est pour moi prioritaire, et ce pour de bonnes raisons. Je vous ai expliqué en quoi ces mesures sont essentielles pour estimer le potentiel de production de l'économie, et donc les pressions exercées sur l'appareil de production et l'inflation. Mais notre intérêt pour les mesures de la productivité s'explique aussi par le lien important qui existe entre l'augmentation de la productivité et l'accroissement du niveau de vie. Depuis quelques années, la question de savoir pourquoi la croissance tendancielle de la productivité diffère d'une économie à l'autre est un sujet d'actualité dans de nombreux pays, dont le Canada. Fondamentalement, nous devons comprendre les raisons de ces écarts de niveau et de croissance de la productivité afin de déterminer les moyens à prendre. Mais en l'absence de données comparables, nous en savons bien peu sur l'ampleur du problème qui se pose au départ.

Je me suis servi de l'exemple des mesures de la productivité pour illustrer l'importance de la comparabilité des données d'un pays à l'autre. Mais cela vaut autant pour les autres données clés, y compris les diverses mesures des prix, qui intéressent au premier chef les banquiers centraux. Nous devons entre autres comprendre les déviations par rapport à la « loi du prix unique ». En ce sens, nous appuyons le programme permanent de la Banque mondiale sur la comparaison internationale des parités de pouvoirs d'achat.

L'importance de la coopération parmi les agences statistiques

C'est sur la toile de fond de la comparabilité des données entre pays que je vous livrerai mes derniers commentaires aujourd'hui.

Car c'est à ce chapitre, précisément, que la nécessité d'une coopération entre les agences statistiques nationales prend tout son sens.

Cela tient à plusieurs raisons, que j'ai décrites sommairement. Mais comme j'attache beaucoup d'importance à cet enjeu, permettez-moi de revenir sur celles-ci.

D'abord, comme je l'ai dit, nous exigeons de nos agences statistiques nationales qu'elles nous fournissent des données toujours plus abondantes, actuelles et précises. Leurs ressources humaines et financières étant limitées, elles doivent faire un usage plus efficient de celles-ci. Il y a donc tout lieu de mettre les atouts dans notre jeu en conjuguant nos efforts pour venir à bout de problèmes communs en matière de statistiques.

Deuxièmement, à mesure qu'elles se mondialisent, les entreprises relèvent de plusieurs agences statistiques. Nous gagnerions à mettre nos ressources en commun afin de mieux comprendre leurs activités. En ce moment, nous sommes un peu comme les aveugles de la fable qui essaient de décrire un éléphant!

L'amélioration de la comparabilité des données entre pays est un autre motif qui doit inciter les agences statistiques nationales à collaborer.

Les statisticiens doivent souvent trouver un juste milieu entre la conception de données qui correspondent le mieux à la structure et aux conditions particulières de leur pays, et le respect de normes internationales qui facilitent la comparabilité des données entre pays. Idéalement, nous aimerions avoir les deux types d'informations. Mais, les ressources étant ce qu'elles sont, j'accepterais volontiers de faire certains compromis quant à la pertinence pour mon propre pays, en échange d'une meilleure comparabilité à l'échelle mondiale.

Quoi qu'il en soit, il est primordial que les statisticiens en chef du monde aient l'occasion de se réunir pour échanger et s'entendre sur des définitions, des méthodes et des concepts communs. C'est là une étape essentielle sur la voie d'une plus grande comparabilité des données. De telles rencontres offrent par ailleurs d'excellentes possibilités d'apprentissage aux participants, comme c'est le cas, je n'en doute pas, de la présente conférence.

Je vous souhaite tout le succès possible ainsi que beaucoup de discussions fructueuses, aujourd'hui et dans l'avenir. Je me ferai maintenant un plaisir de répondre à vos questions.